

Art. 3. Dans l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées, les montants sont remplacés comme suit :

- 1° '5.775,05' par '5.922,33';
- 2° '8.662,57' par '8.883,51';
- 3° '11.706,93' par '12.005,50'.

Art. 4. Dans l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées, les montants sont remplacés comme suit :

- 1° '5.922,33' par '6.069,62';
- 2° '8.883,51' par '9.104,44';
- 3° '12.005,50' par '12.304,08'.

Art. 5. L'article 1^{er} entre en vigueur le 1^{er} juillet 2021.

L'article 2 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

L'article 3 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

L'article 4 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2021.

Art. 7. La ministre qui a les Personnes handicapées dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à l'Île d'Yeu, le 6 août 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre chargée des Personnes handicapées,
K. LALIEUX

Art. 3. In artikel 6, § 1, eerste lid, van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap worden de bedragen als volgt vervangen:

- 1° '5.775,05' door '5.922,33' ;
- 2° '8.662,57' door '8.883,51' ;
- 3° '11.706,93' door '12.005,50'.

Art. 4. In artikel 6, § 1, eerste lid, van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap worden de bedragen als volgt vervangen:

- 1° '5.922,33' door '6.069,62' ;
- 2° '8.883,51' door '9.104,44' ;
- 3° '12.005,50' door '12.304,08'.

Art. 5. Artikel 1 treedt in werking op 1 juli 2021.

Artikel 2 treedt in werking op 1 januari 2022.

Artikel 3 treedt in werking op 1 januari 2023.

Artikel 4 treedt in werking op 1 januari 2024.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2021.

Art. 7. De minister bevoegd voor Personen met een handicap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te l'Île d'Yeu, 6 augustus 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister belast met Personen met een handicap,
K. LALIEUX

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

[2021/204256]

**29 AOUT 2021. — Arrêté royal portant adaptation au bien-être
du plafond salarial**

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté, a pour but d'exécuter l'adaptation au bien-être du plafond salarial prévue dans la proposition de répartition de l'enveloppe bien-être.

En exécution de l'article 7, alinéa 17, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, le projet prévoit des coefficients de revalorisation adaptés afin d'augmenter de façon supplémentaire le plafond salarial de 2 % à partir du 1^{er} janvier 2022.

Etant donné que le présent arrêté ne procure pas une exécution à l'habilitation prévue à l'article 7, alinéa 18, de l'arrêté royal n° 50, cette augmentation supplémentaire n'est pas appliquée au plafond salarial différencié qui s'applique à certaines périodes assimilées.

À la demande du Conseil d'Etat, dans son avis 69.993/1 du 11 août 2021, la démonstration, quant au fait que l'augmentation supplémentaire prévue dans le présent arrêté se fonde effectivement sur la décision qui est prise en matière de marge maximale pour l'évolution du coût salarial, comme prévue à l'article 7, alinéa 17, de l'arrêté royal n° 50, est intégrée dans le rapport au Roi.

Dans la version de l'arrêté royal n° 50, qui était applicable avant sa modification par l'entrée en vigueur de la loi du 15 juin 2021 modifiant diverses dispositions relatives aux régimes de pension des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants en ce qui concerne le calcul de la pension proportionnelle, la base juridique de l'adaptation au bien-être du plafond salarial était l'article 7, alinéa 10. Cette disposition a constitué la base juridique des adaptations du plafond salarial dans le passé.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

[2021/204256]

**29 AUGUSTUS 2021. — Koninklijk besluit tot aanpassing
aan de welvaart van het loonplafond**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat ik de eer heb ter ondertekening aan Uwe Majesteit voor te leggen, heeft als doel uitvoering te geven aan de welvaartsaanpassing van het loonplafond voorzien in het voorstel tot verdeling van de welvaartsenveloppe.

In uitvoering van artikel 7, zeventiende lid, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers voorziet het ontwerp in aangepaste verhogingscoëfficiënten teneinde het loonplafond bijkomend te verhogen met 2 % vanaf 1 januari 2022.

Aangezien dit besluit geen uitvoering geeft aan de machtiging voorzien in artikel 7, achttiende lid, van het koninklijk besluit nr. 50 wordt deze bijkomende verhoging niet toegepast op het gedifferentieerd loonplafond dat van toepassing is op bepaalde gelijkgestelde perioden.

Op vraag van de Raad van State, in zijn advies 69.993/1 van 11 augustus 2021, wordt in dit verslag aan de Koning aangetoond dat de in dit besluit voorziene bijkomende verhoging van het loonplafond wel degelijk gebaseerd is op de beslissing inzake de maximale marge voor loonkostenontwikkeling, zoals voorzien in de machtiging in artikel 7, zeventiende lid, van het koninklijk besluit nr. 50.

In de versie van het koninklijk besluit nr. 50, voor de inwerkingtreding van de wijziging ervan door de wet van 15 juni 2021 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de pensioenregelingen voor werknemers en zelfstandigen wat betreft de berekening van het proportioneel pensioen, was de wettelijke basis voor de aanpassing van het loonplafond aan de welvaart artikel 7, tiende lid. Deze bepaling vormde de wettelijke basis van de aanpassingen van het loonplafond in het verleden.

Dans le cadre des quatre augmentations successives du plafond salarial, en lien avec l'augmentation de la pension minimale, prévues par la loi du 15 juin 2021 précitée, cet alinéa 10 est temporairement suspendu.

Les quatre augmentations successives font l'objet des nouveaux alinéas 15 et 16 de l'article 7 de l'arrêté royal n° 50 (alinéa 15 pour le plafond ordinaire et alinéa 16 pour le plafond différencié).

Étant donné qu'il n'était évidemment pas question de rendre impossible des adaptations au bien-être pendant ces quatre années, une nouvelle base juridique a été inscrite dans les nouveaux alinéas 17 et 18, dont la formulation correspond entièrement avec celle des présents alinéas 10 et 11.

La formulation utilisée et la référence à la marge salariale maximale ne visent pas à limiter l'augmentation du plafond à cette marge salariale maximale. Ce passage doit être lu en relation avec l'article 72, § 1^{er}, de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations, qui constitue la base des adaptations bien-être.

Suivant le paragraphe 1^{er} de cet article, " Tous les deux ans, le gouvernement prend une décision au sujet de la répartition de l'enveloppe financière accordée pour une adaptation au bien-être général de toutes ou de certaines prestations de remplacement de revenus dans la sécurité sociale des travailleurs salariés.

A cet effet, le gouvernement peut, entre autres, s'appuyer sur les rapports du Conseil supérieur de l'Emploi, du Comité d'étude sur le vieillissement et du Conseil supérieur des Finances.

L'adaptation susvisée peut être une modification d'un plafond de calcul, d'une prestation et/ou d'une prestation minimale. Le cas échéant, les modalités d'adaptation peuvent être différentes par régime, par plafond de calcul ou par prestation au sein d'un régime et par catégorie de bénéficiaires de prestation.

Une adaptation éventuelle des plafonds de calcul devra en tout cas être basée sur la décision biennale en matière de marge maximale d'augmentation des coûts salariaux, prise en exécution soit de l'article 6, soit de l'article 7, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité.

La décision visée à l'alinéa 1^{er}, sera prise pour la première fois au plus tard au cours de l'année 2006 ".

Il en ressort que l'ajustement des plafonds salariaux fait partie du mécanisme global de l'adaptation bien-être. Mais, bien que la marge salariale de la loi de 1996 précitée constitue une référence (minimale) pour les plafonds salariaux, elle ne constitue nullement une limite à l'augmentation de ces plafonds.

Par ailleurs, il est également à noter que certains précédent arrêtés royaux portant adaptation au bien-être de certaines pensions dans le régime des travailleurs salariés, notamment les arrêtés royaux du 21 juillet 2017 et du 19 mai 2019, ont multiplié le montant annuel visé à l'article 7, alinéa 3, de l'arrêté royal n°50 précité par un pourcentage plus élevé que la norme salariale. Dans les exemples précités, pour les années postérieures à 2017 par 1,7[00b4] % alors que la norme salariale était alors de 1,1 % et pour les années postérieures à 2019 par 1,7 % alors que la norme salariale s'élevait également à 1,1 %.

Par conséquent, il faut conclure que la compétence donnée au Chef de l'État par l'article 7, alinéa 17, de l'arrêté royal n°50 précité ne signifie pas que l'augmentation des coefficients d'augmentation soit limitée à la marge maximale d'évolution des coûts salariaux.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
La Ministre des Pensions,
K. LALIEUX

In het kader van de vier opeenvolgende verhogingen van het loonplafond, in lijn met de verhoging van het minimumpensioen, voorzien door de hiervoor vermelde wet van 15 juni 2021, wordt dit tiende lid tijdelijk buiten werking gesteld.

De vier opeenvolgende verhogingen vormen het voorwerp van de nieuwe leden 15 en 16 van artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 50 (lid 15 voor het gewoon plafond en lid 16 voor het gedifferentieerd plafond).

Aangezien het uiteraard niet de bedoeling was om gedurende die vier jaren welvaartsaanpassingen onmogelijk te maken, werd daarvoor een nieuwe wettelijke basis ingeschreven in de nieuwe leden 17 en 18 waarvan de bewoording volledig overeenstemt met deze van de huidige leden 10 en 11.

De gebruikte bewoordingen en de verwijzing naar de maximale loonmarge strekken er niet toe om de verhoging van het plafond te beperken tot die maximale loonmarge. Deze passage moet worden samen gelezen met artikel 72, § 1, van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact dat de basis vormt voor de welvaartsaanpassingen.

Paragraaf 1 van dit artikel 72 luidt: "Om de twee jaar neemt de regering een beslissing over de verdeling van de toegekende beschikbare financiële enveloppe voor een aanpassing van alle of sommige inkomensvervangende uitkeringen in de sociale zekerheid voor werknemers aan de evolutie van de algemene welvaart.

Terzake kan de regering zich onder meer steunen op de verslagen van de Hoge Raad voor de Werkgelegenheid, de Studiecommissie voor de Vergrijzing en de Hoge Raad voor Financiën.

Voormelde aanpassing kan zich vertalen in een wijziging van een berekeningsplafond, een uitkering en/of een minimumuitkering. De nadere regels van de aanpassing kunnen, in voorkomend geval, per regeling, per berekeningsplafond of uitkering binnen een regeling en per categorie van uitkeringsgerechtigden verschillen.

Een eventuele aanpassing van de berekeningsplafonds zal in ieder geval de tweejaarlijkse beslissing inzake de maximale marge voor de loonkostontwikkeling, zoals genomen in uitvoering van hetzij artikel 6, hetzij artikel 7 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, als uitgangspunt hebben.

De in het eerste lid bedoelde beslissing wordt voor de eerste maal uiterlijk in het jaar 2006 genomen."

Hieruit blijkt dat de aanpassing van de loonplafonds deel uitmaakt van het globale mechanisme van welvaartsaanpassingen, waarbij voor de loonplafonds de loonmarge op grond van de wet van 1996 weliswaar een (minimaal) aanknopingspunt vormt, maar de verhoging van de loonplafonds daartoe geenszins beperkt is.

Vervolgens moet er ook op gewezen worden dat welbepaalde voorgaande koninklijke besluiten tot aanpassing aan de welvaart van bepaalde pensioenen in de regeling voor werknemers, met name de koninklijke besluiten van 21 juli 2017 en van 19 mei 2019, het jaarbedrag bedoeld in artikel 7, derde lid, van het hiervoor vermelde koninklijk besluit nr. 50 vermenigvuldigd hebben met een percentage dat hoger was dan de loonnorm. In de hiervoor vermelde voorbeelden ging het voor de jaren na 2017 om 1,7 % daar waar de loonnorm toen 1,1 % bedroeg en voor de jaren na 2019 met 1,7 % daar waar de loonnorm toen ook 1,1 % bedroeg.

Bijgevolg moet besloten worden dat de machtiging aan het Staatshoofd in het zeventiende lid van artikel 7 van het hiervoor vermelde koninklijk besluit nr. 50 niet betekent dat de verhoging van de verhogingscoëfficiënten beperkt is tot de maximale marge voor de loonkostenontwikkeling.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Pensioenen,
K. LALIEUX

CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

Avis 69.993/1/V du 11 août 2021 sur un projet d'arrêté royal 'portant adaptation au bien-être du plafond salarial'

Le 22 juillet 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre des Pensions à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé de plein droit jusqu'au 7 septembre 2021(**), sur un projet d'arrêté royal 'portant adaptation au bien être du plafond salarial'.

Le projet a été examiné par la première chambre des vacations le 3 août 2021. La chambre était composée de Geert DEBERSAQUES, président de chambre, président, Wilfried VAN VAERENBERGH, président de chambre, Pierre BARRA, conseiller d'État, Jan VELAERS, assesseur, et Annemie GOOSSENS, greffier.

Le rapport a été présenté par Brecht STEEN, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Wilfried VAN VAERENBERGH, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 11 août 2021.

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités prescrites.

PORTÉE ET FONDEMENT JURIDIQUE DU PROJET

2.1. Selon l'article 7, alinéa 4, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 'relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés' (ci-après : l'arrêté royal n° 50), il est fait usage pour le calcul des pensions des travailleurs salariés d'un montant annuel - le plafond salarial - qui est adapté tous les deux ans par le Roi par un coefficient de revalorisation (article 7, alinéa 10, de l'arrêté royal n° 50). À l'article 7, alinéa 15, de l'arrêté royal précité, le législateur a fixé lui-même le coefficient de revalorisation pour les années 2021, 2022, 2023 et pour les années après 2023. Toutefois, à l'alinéa 17 de cet article, il a habilité le Roi à augmenter jusqu'au 31 décembre 2023, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les coefficients de revalorisation visés à l'alinéa 15, " sur la base de la décision qui est prise en matière de marge maximale pour l'évolution du coût salarial en exécution soit de l'article 6, soit de l'article 7 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité ".

Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet d'augmenter les coefficients de revalorisation, fixés à l'article 7, alinéa 15, de l'arrêté royal n° 50, pour les années 2021, 2022, 2023 et pour les années après 2023 (article 1^{er}, alinéa 1^{er}), de sorte que le plafond salarial (ordinaire) est majoré de 2 % à partir du 1^{er} janvier 2022. Les augmentations s'appliquent aux pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 2022, et en ce qui concerne les pensions de survie calculées sur la base d'une pension de retraite, dans la mesure où elles ont pris cours effectivement et pour la première fois au plus tard le 1^{er} décembre 2021 (article 1^{er}, alinéa 2).

2.2. Il résulte du préambule du projet que le fondement juridique de l'arrêté en projet est recherché dans l'article 7, alinéa 17, précité, de l'arrêté royal n° 50. Cette disposition s'énonce comme suit :

" Jusqu'au 31 décembre 2023, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, augmenter les coefficients de revalorisation visés à l'alinéa 15, sur la base de la décision qui est prise en matière de marge maximale pour l'évolution du coût salarial en exécution soit de l'article 6, soit de l'article 7 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité ".

2.3. Dans l'exposé des motifs du projet de loi devenu la loi du 15 juin 2021 'modifiant diverses dispositions relatives aux régimes de pension des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants en ce qui concerne le calcul de la pension proportionnelle', et qui a inséré les alinéas 15 et 17 dans l'article 7 de l'arrêté royal n° 50, on peut lire ce qui suit :

" Le nouvel alinéa 15 prévoit, par dérogation à l'article 7, alinéa 10, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967, quatre augmentations annuelles successives du plafond salarial, parallèlement aux augmentations prévues de la pension minimum. Pour les années après 2023, le plafond salarial sera ainsi majoré de 9,86 % par rapport au montant en matière de plafond salarial pour l'année 2020.

[...]

Le nouvel alinéa 17 prévoit en outre une habilitation temporaire au Roi lui permettant d'augmenter de façon supplémentaire les coefficients de revalorisation visés à l'alinéa 15 par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

Advies 69.993/1/V van 11 augustus 2021 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot aanpassing aan de welvaart van het loonplafond'

Op 22 juli 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Pensioenen verzocht binnen een termijn van dertig dagen, van rechtswege verlengd tot 7 september 2021, (*) een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot aanpassing aan de welvaart van het loonplafond'.

Het ontwerp is door de eerste vakantiekamer onderzocht op 3 augustus 2021. De kamer was samengesteld uit Geert DEBERSAQUES, kamervoorzitter, voorzitter, Wilfried VAN VAERENBERGH, kamervoorzitter, Pierre BARRA, staatsraad, Jan VELAERS, assessor, en Annemie GOOSSENS, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Brecht STEEN, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wilfried VAN VAERENBERGH, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 11 augustus 2021.

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toespit op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

STREKKING EN RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

2.1. Luidens artikel 7, vierde lid, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 'betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers' (hierna: het koninklijk besluit nr. 50) wordt voor de berekening van de werknemerspensioenen gebruik gemaakt van een jaarbedrag - het loonplafond - dat om de twee jaar door de Koning wordt aangepast met een verhogingscoëfficiënt (artikel 7, tiende lid, van het koninklijk besluit nr. 50). Bij artikel 7, vijftiende lid, van het voornoemde koninklijk besluit, heeft de wetgever zelf de verhogingscoëfficiënt vastgelegd voor de jaren 2021, 2022, 2023 en voor de jaren na 2023. In het zeventiende lid van dat artikel heeft hij evenwel de Koning gemachtigd om tot 31 december 2023, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de in het vijftiende lid bepaalde verhogingscoëfficiënten te verhogen "op basis van de beslissing die inzake de maximale marge voor de loonkostenontwikkeling wordt genomen in uitvoering van hetzij artikel 6, hetzij artikel 7 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen."

Het voor advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt tot het verhogen van de in artikel 7, vijftiende lid, van het koninklijk besluit nr. 50 vastgelegde verhogingscoëfficiënten voor de jaren 2021, 2022, 2023 en voor de jaren na 2023 (artikel 1, eerste lid), zodat vanaf 1 januari 2022 het (gewoon) loonplafond wordt verhoogd met 2 %. De verhogingen zijn van toepassing op de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste ingaan op 1 januari 2022, en wat de overlevingspensioenen berekend op basis van een rustpensioen betreft, voor zover zij daadwerkelijk en voor de eerste maal ten laatste op 1 december 2021 zijn ingegaan (artikel 1, tweede lid).

2.2. Uit de aanhef van het ontwerp volgt dat voor het ontworpen besluit rechtsgrond wordt gezocht in het voornoemde artikel 7, zeventiende lid, van het koninklijk besluit nr. 50. Deze bepaling luidt:

"Tot 31 december 2023 kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de in het vijftiende lid bedoelde verhogingscoëfficiënten verhogen op basis van de beslissing die inzake de maximale marge voor de loonkostenontwikkeling wordt genomen in uitvoering van hetzij artikel 6, hetzij artikel 7 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen."

2.3. In de memorie van toelichting bij het wetsontwerp dat heeft geleid tot de wet van 15 juni 2021 'tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de pensioenregelingen voor werknemers en zelfstandigen, wat betreft de berekening van het proportioneel pensioen' en waarbij het vijftiende en zeventiende lid in artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 50 werden ingevoegd, is het volgende te lezen:

"Het nieuwe vijftiende lid voorziet, in afwijking van artikel 7, tiende lid van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 in vier opeenvolgende jaarlijkse verhogingen van het loonplafond, parallel met de voorziene verhogingen van het minimumpensioen. Voor de jaren na 2023 zal het loonplafond aldus met 9,86 % verhoogd worden ten opzichte van het bedrag inzake het loonplafond voor het jaar 2020.

(...)

Daarnaast voorziet het nieuwe zeventiende lid in een tijdelijke machtiging aan de Koning om, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de bij het vijftiende lid bedoelde verhogingscoëfficiënten bijkomend te verhogen.

En effet, étant donné que le nouvel alinéa 15 déroge temporairement à l'alinéa 10 de l'article 7 de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967, il n'est plus possible de mettre en œuvre une augmentation du plafond salarial au cours des années 2021 à 2023 y compris sur la base de cet alinéa 10.

Suite à la remarque du Conseil d'État dans son avis 68.378/1 du 8 janvier 2021, cette habilitation a été davantage délimitée en déterminant qu'une éventuelle augmentation supplémentaire sur la base du nouvel alinéa 17 doit se fonder sur la décision prise en matière de marge maximale pour l'évolution du coût salarial en exécution soit de l'article 6, soit de l'article 7 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité. Cette augmentation supplémentaire ne pourra donc avoir lieu qu'aux conditions déjà existantes définies pour une augmentation du plafond salarial en vertu de l'article 7, alinéa 10, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967.

Après le 31 décembre 2023, la dérogation temporaire à l'article 7, alinéa 10, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 prévue par le nouvel alinéa 15 étant expirée, le plafond salarial pourra à nouveau être augmenté (tous les deux ans) en exécution de l'habilitation prévue à l'article 7, alinéa 10, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967¹.

L'observation du Conseil d'État à laquelle cet exposé fait référence est formulée comme suit :

" 4. Selon les articles 3 et 6 de l'avant-projet, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, modifier jusqu'au 31 décembre 2023 les coefficients de revalorisation visés respectivement aux articles 2 et 5. Ni les articles 3 et 6, ni l'exposé des motifs ne contiennent une indication quelconque quant à la manière dont le Roi peut concrétiser ces habilitations, si bien que, sur cette base, les coefficients déterminés par le législateur peuvent être augmentés ou diminués par le Roi sans aucune limitation. Les habilitations sont par conséquent formulées en des termes trop larges. Il convient de mieux les délimiter, par exemple en précisant dans quelles limites ou dans quelles circonstances les coefficients précités peuvent être modifiés. Il en est d'autant plus ainsi que la matière concernée relève de l'article 23, alinéa 2, de la Constitution².

2.4. Il découle de ce qui précède que l'habilitation que l'alinéa 17 confère au Roi est délimitée par l'exigence selon laquelle l'augmentation supplémentaire sur la base de cet alinéa doit se fonder sur la décision prise en matière de marge maximale pour l'évolution du coût salarial en exécution soit de l'article 6, soit de l'article 7 de la loi du 26 juillet 1996 'relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité' (ci-après : la décision en matière d'augmentation maximale pour l'évolution du coût salarial). Cette condition dont est assortie l'habilitation limite dès lors le pouvoir d'appréciation du Roi pour déterminer les augmentations supplémentaires en sus des coefficients prévus par la loi. Le projet à l'examen doit dès lors s'inscrire dans le cadre de cette délimitation pour qu'il puisse s'accorder avec l'habilitation conférée.

2.5. Ni l'arrêté royal n° 50, ni les documents parlementaires de la disposition concernée ne précisent ce qu'il faut entendre par l'augmentation des coefficients de revalorisation fixés par la loi " sur la base de la décision qui est prise en matière de marge maximale pour l'évolution du coût salarial ". Dans ces conditions, la notion " sur la base de " doit dès lors être comprise dans son acception usuelle. Cela signifie donc que la détermination de l'augmentation supplémentaire de ces coefficients de revalorisation doit, en l'occurrence, se fonder sur - ou émaner de - la décision en matière d'augmentation maximale pour l'évolution du coût salarial.

2.6. Il ressort des éléments de l'espèce et en particulier de l'arrêté royal du 30 juillet 2021 'portant exécution des articles 7, § 1^{er}, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité' que la marge maximale pour l'évolution du coût salarial pour la période 2021-2022 est fixée à 0,4 %.

Le projet implique que le plafond salarial - à savoir le salaire maximal sur lequel la pension est calculée - est majoré de 2 %.

Pour que cette augmentation puisse s'inscrire dans le cadre de l'habilitation au Roi précitée, il appartient à l'auteur du projet de démontrer que cette augmentation se fonde effectivement sur la marge maximale pour l'évolution du coût salarial de 0,4 %.

Aangezien het nieuwe vijftiende lid tijdelijk afwijkt van het tiende lid van artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 is het tijdens de jaren 2021 tot en met 2023 immers niet meer mogelijk om een verhoging van het loonplafond door te voeren op basis van dit tiende lid.

Naar aanleiding van de opmerking van de Raad van State in zijn advies 68.378/1 van 8 januari 2021 wordt deze machtiging nader afgebakend door te bepalen dat een eventuele bijkomende verhoging op grond van het nieuwe zeventiende lid moet gebaseerd zijn op de beslissing die inzake de maximale marge voor de loonkostenontwikkeling wordt genomen in uitvoering van hetzij artikel 6, hetzij artikel 7 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen. Deze bijkomende verhoging zal dus uitsluitend kunnen gebeuren onder de reeds bestaande voorwaarden gesteld voor een verhoging van het loonplafond krachtens artikel 7, tiende lid, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967.

Na 31 december 2023 zal de tijdelijke afwijking van artikel 7, tiende lid, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 voorzien bij het nieuwe vijftiende lid verstreken zijn en zal het loonplafond opnieuw (om de twee jaar) verhoogd kunnen worden in uitvoering van de machtiging voorzien in artikel 7, tiende lid van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967.¹

De opmerking van de Raad van State waarnaar deze toelichting verwijst, luidt:

"4. Luidens de artikelen 3 en 6 van het voorontwerp kan de Koning tot 31 december 2023, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, respectievelijk de in artikel 2 bedoelde verhogingscoëfficiënten en de in artikel 5 bedoelde herwaarderingscoëfficiënten wijzigen. Noch de artikelen 3 en 6, noch de memorie van toelichting, bevatten enige aanvulling betreffende de wijze waarop de Koning aan die machtigingen invulling kan geven, zodat op grond daarvan de door de wetgever bepaalde coëfficiënten door de Koning zonder enige beperking kunnen worden verhoogd of verlaagd. De machtigingen zijn dan ook te ruim geformuleerd. Ze dienen nader te worden afgebakend door bijvoorbeeld te bepalen binnen welke grenzen of voorwaarden of in welke omstandigheden de voornoemde coëfficiënten kunnen worden gewijzigd. Dit laatste geldt des te meer nu de betrokken aangelegenheid onder artikel 23, tweede lid, van de Grondwet valt.²

2.4. Uit wat voorafgaat, volgt dat de in het zeventiende lid verleende machtiging aan de Koning is afgebakend door de eis dat de bijkomende verhoging op grond van dat lid moet zijn gebaseerd op de beslissing die inzake de maximale marge voor de loonkostenontwikkeling wordt genomen in uitvoering van hetzij artikel 6, hetzij artikel 7 van de wet van 26 juli 1996 'tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen' (hierna: de beslissing inzake de maximale verhoging voor de loonkostenontwikkeling). Deze machtigingsvoorwaarde beperkt derhalve de appreciatiebevoegdheid van de Koning bij het bepalen van de bijkomende verhogingen bovenop de wettelijk voorziene coëfficiënten. Het voorliggend ontwerp moet derhalve binnen die afbakening kaderen opdat het zou passen binnen de verleende machtiging.

2.5. Noch in het koninklijk besluit nr. 50, noch in de parlementaire stukken van de betrokken bepaling wordt verduidelijkt wat dient te worden verstaan onder het verhogen van de wettelijk bepaalde verhogingscoëfficiënten, "op basis van de beslissing die inzake de maximale marge voor de loonkostenontwikkeling wordt genomen". In die omstandigheden moet het begrip "op basis van" derhalve in zijn spraakgebruikelijke betekenis worden begrepen. Zulks betekent aldus dat de bepaling van de bijkomende verhoging van deze verhogingscoëfficiënten moet steunen op - of uitgaan van - te dezen, de beslissing inzake de maximale verhoging voor de loonkostenontwikkeling.

2.6. Uit de gegevens van de zaak en in het bijzonder uit het koninklijk besluit van 30 juli 2021 'tot uitvoering van de artikelen 7, § 1, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen', blijkt dat de maximale marge voor de loonkostenontwikkeling voor de periode 2021-2022 op 0,4 % wordt vastgelegd.

Het ontwerp houdt in dat het loonplafond - zijnde het maximale loon waarop het pensioen wordt berekend - wordt verhoogd met 2 %.

Opdat die verhoging kan worden ingepast binnen de voornoemde machtiging aan de Koning, komt het aan de steller van het ontwerp toe om aan te tonen dat die verhoging de maximale marge voor de loonkostenontwikkeling van 0,4 % daadwerkelijk als uitgangspunt heeft.

Pour l'heure, ni les éléments communiqués au Conseil d'État, ni les précisions fournies en la matière par le délégué ne le font apparaître. La circonstance que, selon le délégué, rien ne change fondamentalement au mécanisme des adaptations au bien-être et que l'adaptation des plafonds fait partie du mécanisme global des adaptations au bien-être ne s'oppose pas en effet à ce que les augmentations à l'examen doivent se fonder sur, ou émaner de, la décision en matière d'augmentation maximale pour l'évolution du coût salarial. L'article 72 de la loi du 23 décembre 2005 'relative au pacte de solidarité entre les générations', également invoqué par le délégué, ne conduit pas non plus à une autre conclusion. En effet, indépendamment de la question de savoir si cette disposition peut servir de fondement juridique au projet à l'examen - l'habilitation prévue dans cette disposition a une portée générale, alors que l'habilitation accordée à l'article 7, alinéa 15, de l'arrêté royal n° 50 a une portée particulière et prime donc - cette disposition prévoit également que la marge maximale pour l'évolution du coût salarial doit servir de point de départ à la modification d'un plafond de calcul.

2.7. En outre, le Conseil d'État relève que la mise en œuvre par le Roi de son pouvoir d'appréciation doit avoir lieu dans le respect des principes de bonne administration, parmi lesquels figurent notamment l'obligation de motivation matérielle³ et le principe du raisonnable⁴. Cela signifie que les motifs pour augmenter les coefficients de revalorisation visés à l'article 7, alinéa 15, de l'arrêté royal n° 50 sur la base de la décision en matière d'augmentation maximale pour l'évolution du coût salarial, existent en fait et peuvent, en droit, être pris en considération à titre de justification et qu'il apparaît que l'auteur du projet, en augmentant les coefficients de revalorisation à l'examen sur la base de ces motifs (existant en fait et en droit), n'a pas excédé les limites d'un exercice raisonnable de sa liberté d'appréciation.

2.8. Il résulte de ce qui précède qu'il appartient à l'auteur du projet de démontrer que les coefficients de revalorisation proposés sont basés sur la décision en matière d'augmentation maximale pour l'évolution du coût salarial, que les motifs à cet effet sont adéquats et que la décision s'appuyant sur ces motifs n'est pas déraisonnable.

Bien que cela ne soit pas requis en droit, il est recommandé, dans un souci de sécurité juridique, de préciser ce point dans le rapport au Roi.

En l'absence de motifs ressortant des éléments communiqués, le Conseil d'État n'est pas en mesure de vérifier si le Roi intervient dans les limites du fondement juridique dont il dispose. Il convient dès lors de formuler une réserve à ce sujet.

Le greffier
A. GOOSSENS

Le président
G. DEBERSAQUES

Notes

(**) Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, in fine, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

¹ Doc. parl., Chambre, 2020-21, n° 55-1926/001, pp. 9-10.

² Avis C.E. 68.378/1 du 8 janvier 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 15 juin 2021 'modifiant diverses dispositions relatives aux régimes de pension des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants en ce qui concerne le calcul de la pension proportionnelle', Doc. parl., Chambre, 2020-2021, n° 55-1926/001, p. 43.

³ L'obligation de motivation matérielle implique que tout acte administratif doit reposer sur des motifs dont l'existence matérielle est dûment établie et qui, en droit, peuvent être pris en considération pour justifier cet acte. Le principe précité est un principe général de droit qui s'applique de la même manière aux actes administratifs à portée générale, étant entendu qu'il suffit que ces motifs adéquats ressortent du dossier administratif (jurisprudence constante : voir C.E., 4 mai 2017, n° 238.087, nv Ondernemingen Jan De Nul, point 33).

⁴ Une violation du principe du raisonnable en tant que principe général de bonne administration suppose que l'autorité, en prenant la décision, a agi de façon déraisonnable, autrement dit qu'elle n'a pas fait un usage correct de la liberté d'appréciation ou d'action discrétionnaire qui lui a été accordée. Le principe du raisonnable ne peut dès lors être violé que si l'autorité administrative prend une décision qui déroge à ce point au mode normal de décision qu'il est impensable qu'une autre autorité administrative agissant avec diligence parviendrait à la même décision dans les mêmes circonstances (Ibid., point 37).

Vooralsnog blijkt zulks niet uit de aan de Raad van State meege- deelde gegevens, noch uit de toelichtingen ter zake van de gemachtigde. De omstandigheid dat, naar deze laatste stelt, er in wezen niets verandert aan het mechanisme van de welvaartsaanpassingen en dat de aanpassing van de plafonds deel uitmaakt van het globale mechanisme van welvaartsaanpassingen, staat er immers niet aan in de weg dat de voorliggende verhogingen moeten steunen op, of uitgaan van, de beslissing inzake de maximale verhoging voor de loonkostenontwik- keling. Evenmin leidt het door de gemachtigde eveneens aangevoerde artikel 72 van de wet van 23 december 2005 'betreffende het generatie- pact' tot een ander besluit. Los van de vraag of die bepaling dienstig kan zijn als rechtsgrond voor het voorliggende ontwerp - de in die bepaling voorziene machtiging heeft een algemene draagwijdte terwijl de in artikel 7, vijftiende lid, van het koninklijk besluit nr. 50 verleende machtiging een bijzondere draagwijdte heeft en dus voorrang heeft - stelt die bepaling immers eveneens dat bij de wijziging van een berekeningsplafond de maximale marge voor de loonkostenontwik- keling als uitgangspunt moet dienen.

2.7. Daarnaast wijst de Raad van State erop dat de invulling door de Koning van zijn appreciatiebevoegdheid moet geschieden met respect van de beginselen van behoorlijk bestuur, waaronder inzonderheid de materiële motiveringsplicht³ en het redelijkheidsbeginsel⁴. Zulks bete- kent dat de motieven om op basis van de beslissing inzake de maximale verhoging voor de loonkostenontwikkeling de verhogingscoëfficiënten bedoeld in artikel 7, vijftiende lid van het koninklijk besluit nr. 50 te verhogen, feitelijk bestaan en in rechte ter verantwoording in aanmer- king kunnen worden genomen en dat blijkt dat de steller van het ontwerp, door op grond van die (in feite en in rechte bestaande) motieven de voorliggende verhogingscoëfficiënten te verhogen, de grenzen van een redelijke uitoefening van zijn beoordelingsvrijheid niet te buiten is gegaan.

2.8. Uit wat voorafgaat volgt dat het aan de steller van het ontwerp toekomt aan te tonen dat de voorgestelde verhogingscoëfficiënten zijn gebaseerd op de beslissing inzake de maximale verhoging voor de loonkostenontwikkeling, dat de motieven daartoe deugdelijk zijn en dat de op die motieven steunende beslissing niet onredelijk is.

Hoewel zulks in rechte niet is vereist, verdient het omwille van de rechtszekerheid aanbeveling dit toe te lichten in het verslag aan de Koning.

Bij gebrek aan motieven die blijken uit de meegeerde gegevens, is de Raad van State niet in staat na te gaan of de Koning optreedt binnen de rechtsgrond waarover hij beschikt. Het past dan ook om wat dit betreft een voorbehoud te maken.

De griffier
A. GOOSSENS

De voorzitter
G. DEBERSAQUES

Nota's

(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, in fine, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

¹ Parl. St. Kamer 2020-21, nr. 55-1926/001, 9-10.

² Adv.RvS 68.378/1 van 8 januari 2021 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 15 juni 2021 'tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de pensioenregelingen voor werknemers en zelfstandigen, wat betreft de berekening van het proportioneel pen- sioen', Parl.St. Kamer 2020-21, nr. 55-1926/001, 43.

³ De materiële motiveringsplicht houdt in dat iedere administratieve rechtshandeling moet steunen op motieven waarvan het feitelijk bestaan naar behoren is bewezen en die in rechte ter verantwoording van die handeling in aanmerking kunnen worden genomen. Het genoemde beginsel is een algemeen rechtsbeginsel dat evenzo geldt voor bestuurshandelingen met een algemene strekking met dien verstande dat het volstaat dat deze deugdelijke motieven te vinden zijn in het administratief dossier (vaste rechtspraak: zie RvS 4 mei 2017, nr. 238.087, nv Ondernemingen Jan De Nul, point 33).

⁴ Een schending van het redelijkheidsbeginsel als algemeen beginsel van behoorlijk bestuur, veronderstelt dat de overheid bij het nemen van de beslissing onredelijk heeft gehandeld, met andere woorden dat zij de haar toegekende discretionaire beoordeling - of beleidsvrijheid onjuist heeft gebruikt. Het redelijkheidsbeginsel kan derhalve slechts geschon- den zijn indien de administratieve overheid een beslissing neemt die dermate afwijkt van het normale beslissingspatroon, dat het niet denkbaar is dat een andere zorgvuldig handelende administratieve overheid in dezelfde omstandigheden tot deze besluitvorming zou komen (Ibid., point 37).

29 AOUT 2021. — Arrêté royal portant adaptation au bien-être du plafond salarial

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, l'article 7, alinéa 17, inséré par la loi du 15 juin 2021 modifiant diverses dispositions relatives aux régimes de pension des travailleurs indépendants et des travailleurs salariés en ce qui concerne le calcul de la pension proportionnelle;

Vu l'avis du Comité de gestion du Service fédéral des Pensions, donné le 2 juin 2021;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 mai 2021;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 9 juin 2021;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;

Vu l'avis n°69.993/1 du Conseil d'Etat, donné le 11 août 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Pensions et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les coefficients de revalorisation visés à l'article 7, alinéa 15, 1^o à 4^o, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, sont portés respectivement à :

1^o 1,0443 pour l'année 2021;

2^o 1,0691 pour l'année 2022;

3^o 1,0946 pour l'année 2023;

4^o 1,1206 pour les années après 2023.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 2022, à l'exception des pensions de survie calculées sur base d'une pension de retraite qui a pris cours effectivement et pour la première fois au plus tard le 1^{er} décembre 2021.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Art. 3. Le ministre qui a les Pensions dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 août 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Pensions,
K. LALIEUX

29 AUGUSTUS 2021. — Koninklijk besluit tot aanpassing aan de welvaart van het loonplafond

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, artikel 7, zeventiende lid, ingevoegd bij de wet van 15 juni 2021 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de pensioenregelingen voor werknemers en zelfstandigen, wat betreft de berekening van het proportioneel pensioen;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Federale Pensioendienst, gegeven op 2 juni 2021;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 21 mei 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 9 juni 2021;

Gelet op de regelgevingsimpactanalyse, uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het advies nr. 69.993/1 van de Raad van State, gegeven op 11 augustus 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Pensioenen en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De verhogingscoëfficiënten bedoeld in artikel 7, vijftiende lid, 1^o tot en met 4^o, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, worden gebracht op respectievelijk:

1^o 1,0443 voor het jaar 2021;

2^o 1,0691 voor het jaar 2022;

3^o 1,0946 voor het jaar 2023;

4^o 1,1206 voor de jaren na 2023.

De bepalingen van dit artikel zijn van toepassing op de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2022 ingaan, met uitzondering van de overlevingspensioenen berekend op basis van een rustpensioen dat daadwerkelijk en voor de eerste maal ten laatste op 1 december 2021 ingegaan is.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2022.

Art. 3. De minister bevoegd voor Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 augustus 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,
K. LALIEUX

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

[2021/204257]

29 AOUT 2021. — Arrêté royal en exécution de l'article 6, alinéa 2, de la loi du 7 mai 2020 portant des mesures exceptionnelles dans le cadre de la pandémie COVID-19 en matière de pensions, pension complémentaire et autres avantages complémentaires en matière de sécurité sociale

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 mai 2020 portant des mesures exceptionnelles dans le cadre de la pandémie COVID-19 en matière de pensions, pension complémentaire et autres avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, l'article 6, alinéa 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 mai 2021;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 26 mai 2021;

Vu l'avis du Comité de gestion du Service fédéral des Pensions, donné le 2 juin 2021;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

[2021/204257]

29 AUGUSTUS 2021. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 6, tweede lid, van de wet van 7 mei 2020 houdende uitzonderlijke maatregelen in het kader van de COVID-19-pandemie inzake pensioenen, aanvullende pensioenen en andere aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 mei 2020 houdende uitzonderlijke maatregelen in het kader van de COVID-19-pandemie inzake pensioenen, aanvullende pensioenen en andere aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, artikel 6, tweede lid;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 25 mei 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 26 mei 2021;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Federale Pensioendienst, gegeven op 2 juni 2021;